

1998 : l'audace après l'enlèvement?

Revenir sur un livre est toujours délicat. Une fois sorti, il a sa vie propre, il peut témoigner de la lucidité ou de la myopie de l'auteur, et celui-ci doit avoir l'honnêteté de ne pas effacer les traces de ses bourdes éventuelles. D'ailleurs la méthode scientifique s'enrichit autant, voire davantage, des diagnostics infirmés que de la confirmation, sans surprise, des évidences. Il est bon de se tromper et de rectifier.

La Société en sablier se voulait d'abord la première présentation systématique, dans une approche régulationniste, du modèle «après-fordiste» adopté par la France dans les années quatre-vingt. Cette analyse, je n'en retrancherai pas une ligne, ni de la théorisation du chapitre 1, ni du tableau de la France au chapitre 2, ni surtout du débat sur le travail au chapitre 3. Pourtant le tableau de l'économie mondiale esquissé au chapitre 1, et complété au chapitre 12 en ce qui concerne l'Europe, a connu de notables évolutions : l'Europe commence à sortir de sa léthargie maastrichtienne, l'Asie semble s'être effondrée, l'Amérique, triomphante, est «seule à l'écran»¹. Nous examinerons donc d'abord ces transformations qui balisent l'horizon ouvert au nouveau gouvernement de la «gauche plurielle» en France.

Car, bien sûr, l'analyse n'a d'autre but que l'action. Ce livre se voulait surtout un programme de réformes radicales pour «renverser le sablier», sortir de la misère, du chômage,

1. Selon le titre du *Monde-Économie*, 10 février 1998.

de la précarité, du désespoir. Miracle : à peine neuf mois après sa sortie, il allait connaître l'«épreuve du feu», puisque la coalition de la gauche plurielle remportait les élections sur un programme économique largement inspiré de ses thèses. 1997 : après quinze ans de résignation et d'adaptation au «libéral-productivisme» dominant, la France avait l'audace de se lancer à nouveau dans l'innovation sociale.

Il est trop tôt pour évaluer les résultats de ces innovations. Mais au moins est-il utile d'en mesurer l'audace, et les risques d'un nouvel enlèvement, pour savoir où nous allons. À cela sera consacré l'essentiel de cette postface.

Le yo-yo des après-fordismes

Je ne reviendrai pas ici sur les quelques pages consacrées à ce que fut le fordisme français de 1945 à 1975. L'élogieuse critique que Thomas Piketty a consacrée à ce livre commence par quelques remarques sur cette période et me fait toucher du doigt le temps qui passe¹. À l'origine de l'école régulationniste, c'était une tarte à la crème que de rappeler que la France, jusqu'en 1968, était «pré-fordiste», ou en transition vers le fordisme². La redistribution était incomplète, les personnes âgées (qui ne bénéficiaient évidemment pas de pleines retraites dans les régimes qui venaient de se mettre en place) étaient réduites à la misère, etc. Pour nous autres, régulationnistes trentenaires devenus depuis «quinqua», c'est de notre jeunesse que nous parlions, des efforts et des conquêtes de nos parents, mais aussi du sens exact de juin 1968 : l'avènement du fordisme en France. La «pauvreté d'avant 68» (à laquelle je fais allusion dans ce livre) était bien différente de celle d'aujourd'hui. Elle frappe dorénavant les abandonnés du fordisme qui s'enfuit : les jeunes (les «Petits Poucets») et les «chefs de famille monoparentale» (les «Fantines»). Les retraites au contraire, héritages du fordisme, viennent tempérer les inégalités de la société en sablier.

1. Voir sa recension dans *L'Année de la régulation*, vol. 1, La Découverte, Paris, 1997.

2. Voir mon livre *L'Audace ou l'Enlèvement*, La Découverte, Paris, 1984.

Une autre critique de Th. Piketty, portant sur la définition même du modèle «en sablier», me paraît renvoyer à un problème réel. Je ne discuterai pas ici de ses chiffres sur les États-Unis. Je signale au passage dans mon livre que les États-Unis sont sortis de leur fordisme (d'ailleurs inachevé) avec une décennie d'avance sur la France, et que les ménages américains doivent être aujourd'hui *over-worked* (suremployés) pour conserver le niveau de vie qu'assurait jadis le salaire du seul chef de famille. Mais Thomas Piketty a raison : je ne dis pas clairement si la société en sablier se caractérise d'abord par une hausse des profits par rapport aux salaires, ou des hauts salaires par rapport aux bas salaires. Je constate qu'en France les deux ont eu lieu concurremment. Je suggère qu'au sommet du sablier c'est la même chose : reprenant le vieux concept marxiste de «nouvelle petite bourgeoisie», j'admets que les hauts salaires sont une forme de redistribution de la plus-value sociale, la forme «salaire» et la forme «revenu de la propriété» constituant deux flux qui se confondent dans le décile supérieur du revenu des ménages. Il n'est pas impossible que les différentes «sociétés en sablier» admettent des pondérations différentes de ces deux formes dans leurs trajectoires de bipolarisation sociale. Chapitre nouveau pour un programme de recherche, à bien distinguer de l'opposition, analysée dans mes travaux antérieurs, entre les post-fordismes de type anglo-saxon (flexibles) et les post-fordismes fondés sur «l'implication négociée des salariés» (Scandinavie, arc alpin, Japon).

Beaucoup plus frappante est la difficulté qui résulte de cette très rapide classification des «bons» et «mauvais» capitalismes présentée au chapitre 1 («Les voies de l'après-fordisme»), d'où il semble résulter une supériorité intrinsèque des modèles allemand et japonais sur le modèle américain. Diagnostic qui semble aujourd'hui contredit par les faits.

Je persiste et signe. Les modèles japonais et allemand, fondés sur l'implication et la qualification de travailleurs relativement stables, sont non seulement plus justes socialement (tout est relatif) mais plus compétitifs que le modèle améri-

cain fondé sur la «flexibilité» et les inégalités de revenus. Jamais les excédents commerciaux de l'Allemagne et du Japon n'ont été aussi vertigineux qu'en 1997, et cela ne résulte pas seulement du décalage conjoncturel et donc de la faiblesse des importations de ces deux pays¹. Mais, dans ce livre, je n'ai nullement cherché à présenter les dynamiques continentales de l'Asie et de l'Amérique (j'ai dû bien sûr présenter la dynamique sottement récessive de l'Europe maas-trichtienne). En fait, je réservais cet exposé à un autre livre, *La Planète des après-fordismes*, dont j'ai présenté l'esquisse dans ma conférence annuelle 1995 de la *Review of International Political Economy*². Au grand dam de mon éditeur, les événements français m'ont contraint à abandonner provisoirement ce livre à la critique rongeuse des virus de mon ordinateur. Mais le contexte mondial est aujourd'hui si important qu'il me faut ici en donner les résultats principaux.

L'Asie, plus encore que l'Europe, présente une hiérarchie qui s'étend du modèle japonais à la taylorisation primitive de la Thaïlande. La régulation de ce continent a été spontanément assurée par l'ancrage des monnaies du bas de la hiérarchie sur le dollar, qui se dévaluait lui-même par rapport au yen. Aucun mécanisme n'y régula la croissance de la demande; celle-ci résultait spontanément de l'industrialisation même du continent (tout particulièrement de la Chine) et de ses exportations vers le reste du monde. L'Asie a ainsi connu une période assez semblable au modèle tayloriste occidental de l'entre-deux-guerres, et elle aura connu ses années folles, ses *roaring twenties*, de 1985 à 1997. Alors que le reste du monde se désolait de la «désindustrialisation», de la «financiarisation», l'Asie devenait une immense machine à fixer le capital financier de la planète sous forme d'investissements. La Thaïlande et la Malaisie se couvraient d'immeubles de rapport, et il n'était si mince Chaebol coréen qui ne voulût se transformer en trust couvrant l'ensemble des branches productives.

1. Pour l'Allemagne, l'excédent semble être de 460 milliards de francs, avec des exportations en hausse de 12 % en 1997. À méditer par les procureurs de la «germano-sclérose».

2. Alain LIPIETZ, «The post-fordist world : labour relations, international hierarchy and global ecology», *R.I.P.E.*, vol. 4, n° 1, Spring 1997.

Dans ma conférence, j'insistais sur le rôle de cette dévaluation continue du dollar, qui s'est justement inversée en 1997, et je soulignais que, faute d'une régulation fordiste de la demande populaire, ce *boom* déboucherait sur une crise de surproduction. Comme on sait, il vient toujours un moment où le capital financier réalise que cette suraccumulation du capital productif ne correspond à aucune demande réelle : après les années folles, le krach de 1929 et les dix ans de la Dépression. Nous y sommes.

Quant aux Amériques, elles fonctionnent encore plus nettement selon la macroéconomie d'ensemble des capitalismes d'avant-guerre. Après la profonde récession du début des années quatre-vingt, l'expansion du «second Reagan» et la récession sous Georges Bush, les Amériques connaissent un nouveau *boom* qui n'en finit pas de culminer, grâce à l'intelligence de la politique monétaire d'Alan Greenspan. Comme dans tous les *booms* d'avant-guerre, le chômage y atteint son minimum, les salaires augmentent, le prix des actions atteint des niveaux sans rapport avec leurs revenus escomptés, jusqu'au jour où... En outre, les États-Unis re-taylorisés voient proliférer à la fois les «*working poors*» (salariés dans la misère, mais au travail) et les ingénieurs surqualifiés et surpayés profitant à plein du *boom* du multimédia. Qui lui aussi s'achèvera.

La grande différence avec les années trente, c'est que justement l'humanité a appris, depuis, les leçons monétaires de Keynes, même si elle a oublié le rôle de la demande effective. À la fin 1997, le FMI a commencé à déverser des dizaines de milliards de dollars pour sauver l'Asie : personne ne joua ce rôle vis-à-vis de l'Amérique des années trente, ni d'ailleurs vis-à-vis de l'Amérique du Sud des années quatre-vingt. Il est trop tôt, et nous manquons d'expérience, pour savoir à quelle vitesse la crise asiatique touchera les rivages de l'Europe.

En outre, il existe actuellement trois pôles de l'économie mondiale, désynchronisés : l'Europe se réveille (pour les raisons que j'examine plus loin), tandis que l'Asie chute et que l'Amérique triomphe. Dans ce mouvement de yo-yo, on peut espérer que l'un compensera l'autre, et que la catastrophe

économique mondiale pourra être sinon évitée, du moins tempérée. Bref, l'Europe peut s'attendre, en 1998 et 1999, à une réelle expansion (si le passage à l'euro n'est pas géré de manière inutilement récessive par les nouveaux maîtres de la Banque centrale européenne). Elle ne sera sans doute pas si brillante que les «trois petites glorieuses» années de croissance mondiale synchronisée, dans la seconde moitié des années quatre-vingt, qui avaient offert gratuitement au gouvernement Rocard 800 000 emplois... engloutis par la récession suivante. Mais ce contexte mondial point trop défavorable va mettre de l'huile dans les rouages de l'expérience de la «gauche plurielle» française.

L'épreuve du feu

Nous en arrivons enfin à ce qui est tout de même le cœur du livre et en tout cas sa visée : offrir une alternative à la «société en sablier». Je ne m'attendais pas à ce que l'occasion s'en présentât si vite. Le livre est sorti à l'automne 1996, les élections étaient prévues pour 1998. Comme on sait, l'aimable collaboration du président Chirac avança l'échéance d'un an.

Alors même que j'achevais le manuscrit, un dialogue programmatique s'était ouvert entre les Verts et le parti socialiste. En fait, depuis la débâcle de 1993, le débat stratégique s'était ébauché entre ces deux partis, d'autres forces alternatives, quelques tendances du Parti communiste et des militants syndicalistes, féministes, associatifs, à l'enseigne des «Assises de la transformation sociale». La campagne présidentielle mit en selle Lionel Jospin à la tête du PS. Sa campagne marqua un premier glissement (les 37 heures...) vers les positions des Verts. La très riche campagne programmatique de Dominique Voynet permit d'affûter les propositions de ces derniers, et l'entre-deux-tours scella une alliance stratégique, que consacra l'assemblée générale du Mans du parti écologiste.

Donc, en juin 1996, les Verts entamèrent les discussions avec le PS et le PCF. Le dialogue avec ce dernier fut cha-

leureux, mais peu productif. Le PCF s'était tant éloigné de toute «culture de gouvernement» qu'il s'avérait impossible de coucher sur le papier quoi que ce soit de consistant, sinon «mobiliser les gens» et «faire payer le capital financier». Dès octobre, deux mois avant son congrès, le PCF suspendit les négociations et refusa de les reprendre après cette échéance.

Entre Verts et PS, au contraire, les négociations furent studieuses. J'ai participé du côté Vert à la commission chargée du volet socio-économique qui fait l'objet de ce livre. Les épreuves, puis le livre lui-même, qui reflétaient largement les analyses et propositions déjà communes aux Verts, étaient nos interventions. Onze séances de travail et quelques allers-retours débouchèrent sur un projet d'accord, qui fut approuvé de part et d'autre en janvier 1997. Après la dissolution de l'Assemblée, de vagues lettres programmatiques complétèrent le dispositif de la «gauche plurielle» du côté du PCF, du MDC, des Radicaux de gauche.

L'accord reflète à 90% les propositions sociales et économiques de ce livre¹. Il est vrai que le PS bougeait de façon impressionnante. De conférence sur la mondialisation en conférence sur l'Europe ou sur l'économie, il répudiait des pans de ce libéral-productivisme qui avait causé sa perte dans les années Mitterrand. L'ultime verrou sauta en décembre : le PS rejoignit les Verts dans une position pro-européenne et anti-maastrichtienne. Certes, dès l'annonce de la dissolution, il se dota d'un programme propre édulcorant l'accord Verts-PS, ce qui était bien normal puisque l'accord lui-même était un compromis avec les Verts qui souhaitaient aller plus loin, plus vite. Ainsi, la phrase-clé : «La réduction massive, rapide et générale du temps de travail sera tout de suite mise en œuvre par une loi-cadre sur les 35 heures, sans diminution de salaires, et s'ouvriront des négociations avec les partenaires sociaux sur les 32 heures et la semaine de quatre jours, aboutissant dans le cadre de la législature» se trouvait réduite à la mention des 35 heures. Quant aux

1. Le score était nettement moins bon sur les autres chapitres, tels que l'environnement, les droits de la personne, la politique à l'égard du tiers monde, le désarmement, etc.

Verts, ils ne s'étaient pas battus contre la mention « sans diminution de salaires » qui leur paraissait économiquement aberrante, mais qui devenait acceptable moyennant la restriction mentale : « pour les travailleurs ». Ils se doutaient bien qu'au pied du mur le problème serait en fait d'obliger le PS à garantir au moins les bas et moyens salaires. Et ils ne se sont pas trompés.

Comme on sait, la gauche plurielle remporta haut-la-main les élections législatives du 1^{er} juin 1997. Et les délicieux ennuis commencèrent.

Dans ce livre, comme dans l'accord, l'ordre d'exposition de la réponse à la société en sablier reflète celui des priorités de l'alternative écologiste. D'abord le partage du travail. Puis, comme cela ne suffirait pas, le tiers secteur. Puis la relance macroéconomique et sociale « soutenable » et la réforme de la fiscalité et des allocations en faveur des plus démunis. Enfin, le verrou maastrichtien. Mais l'ordre du réel est dicté par un autre calendrier : celui des sommets européens, celui du budget annuel de la nation (flanqué pour la première fois d'une loi de financement de la Sécurité sociale : utile legs du Plan Juppé), celui de la maturation des projets de loi (les emplois-jeunes pendant l'été, les 35 heures dès l'automne), enfin celui des mouvements sociaux : le mouvement des chômeurs au cœur de l'hiver. Soit à peu près l'ordre inverse de ce livre. C'est l'ordre historique que je suivrai dans cette postface, en renvoyant, chemin faisant, aux chapitres du livre pour mesurer la route déjà parcourue. Nous commencerons donc par l'Europe.

L'Europe : premières escarmouches d'une longue bataille

À peine quinze jours après la formation de son gouvernement, Lionel Jospin dut affronter, à Poitiers, le chancelier Kohl pour préparer le sommet européen d'Amsterdam. Le choc fut rude, improductif, et le sommet un échec, voire (côté français) une reculade. La « gauche plurielle » allait-

elle parcourir en quelques semaines le trajet du président Chirac qui, en 1995, mit quand même six mois à ravalier son discours de la « fracture sociale » devant les exigences de Maastricht, ou du président Mitterrand qui mit deux ans (1981-1983) à briser les ambitions du Programme commun de la gauche sur l'autel de la construction européenne ? L'affaire est beaucoup plus complexe. À vrai dire, la bataille pour la réorientation de la construction européenne ne fait que commencer, à partir d'un discret tournant intervenu à la fin de 1996.

Euro : changement de décor

Au début de 1996, les « bons européens » ne juraient encore que par les critères et les délais de Maastricht. Les élections françaises et les difficultés allemandes ont tout changé. Et aussi ce simple constat : fin 1997, seul le Luxembourg satisférait les cinq critères de Maastricht. On allait devoir choisir : l'euro, même sans les critères, ou le report, au risque d'enterrer l'euro.

Quels étaient en fait les problèmes avec Maastricht ? Nous les avons pointés au chapitre 12. D'abord le rythme excessif imposé au désendettement. Il n'y a certes aucune raison de faire payer nos dépenses par la génération suivante ; il est certes sage de reconstituer des marges de manœuvre budgétaires. Mais il était absurde d'éponger en quelques années une dette énorme, et surtout... tous en même temps. L'Europe était paralysée depuis cinq ans par une récession coordonnée. D'où la révolte française contre le dogme des « 3,0 %, tous ensemble, en 1997 ».

Critique plus fondamentale : la nature même de la monnaie unique et sa gestion. Maastricht l'abandonnait tout entière aux mains d'un quarteron de financiers incontrôlés : nul n'aurait le droit de « chercher à influencer » leur politique (article 107). Or choisir un taux d'intérêt (donc une parité), c'est arbitrer entre le présent et le futur, les jeunes ménages et les rentiers, les investisseurs et les épargnants, les exportateurs et les importateurs, les infrastructures du dévelop-

pement soutenable et la pollution. Bref : une décision éminemment politique.

En prenant ouvertement parti, au début de 1997, pour un «euro faible», Lionel Jospin et Valéry Giscard d'Estaing rejoignaient la critique des Verts européens depuis 1992, et ouvraient la voie à un nouveau consensus. Le «bol d'air» offert à la France par la remontée du dollar, de la livre et de la lire remettait au premier plan les bienfaits des dévaluations. On n'hésita plus à écrire, dans la presse économique la plus orthodoxe, qu'une remontée du X % des monnaies concurrentes par rapport au franc (et donc un affaiblissement du franc) rapporte Y % de croissance à la France. Pendant douze ans, une telle remarque aurait valu condamnation sans appel par les grands prêtres du franc fort!

Dès lors, les termes du débat changent. On ne parle plus de critères ou de délais, mais de «conditionnalité». C'est sous cette forme que l'accord Verts-PS pose le problème. Veut-on l'euro ou non? Si c'est un «bon euro», autant le faire tout de suite (sans attendre les critères). Si c'est un «mauvais euro», alors autant le refuser, car il gonflera le chômage et la désespérance. Et qu'est-ce qu'un «bon euro»? Un euro subordonné à des objectifs d'emploi et de développement soutenable, donc avec des taux d'intérêt et, du coup, une parité raisonnables. Ce qui suppose un contrôle de la part des pouvoirs démocratiquement élus, car sinon les gestionnaires de la monnaie s'aligneront sur les desiderata de leur base sociale, les détenteurs de capitaux.

Un tel projet rallierait sûrement l'Europe «périphérique». Et l'Allemagne? Elle peine à financer sa réunification avec une monnaie et des taux forts, et des critères serrés. Dès 1995, la Bundesbank, sans aucune autocritique pour sa gestion démentielle depuis la réunification allemande, abaissa son taux d'intérêt. La tentative de putsch de Waigel (le ministre allemand de l'Économie), au printemps 1997, fut significative. Réévaluer les réserves de la Bundesbank, en confisquer la plus value, pour réduire ainsi le déficit de l'État : le «centre-droit» allemand violait d'un coup trois dogmes du monétarisme. La contre-offensive de la droite orthodoxe acheva de

planter le décor¹. Elle pouvait compter sur un certain chauvinisme populaire allemand qui, malgré le coût terrifiant de la politique monétaire de la Bundesbank, reste majoritairement hostile à l'abandon d'un mark fort.

En 1998, le choix sera posé à l'Allemagne. Ou elle constate que les critères ne sont pas tenus (même par elle) et elle renvoie l'euro à plus tard. Ce serait la victoire de la fraction nationaliste de la droite allemande. Ou elle accepte un «euro faible» tout de suite, avec les quelques gestes symboliques correspondants (l'entrée de l'Italie, l'amendement de l'article 107, l'ébauche d'un gouvernement économique). Ce serait la victoire de l'Allemagne pro-européenne. De l'Europe elle-même.

À l'heure où j'écris cette postface, il est prudent de ne pas trop anticiper, mais les choix sont presque faits. Depuis l'été 1997, Bruxelles a tranché. Tous les candidats, sauf la Grèce (et bien sûr ceux qui ne sont pas demandeurs : Royaume-Uni, Danemark, Suède) seront admis à entrer dans l'euro dès 1999. Même l'Italie et le reste de «Club Med», même la Belgique avec sa dette publique affolante, et même l'Allemagne bien sûr (qui dépasse le critère de 60 % de dette publique par rapport au PIB)...².

Ainsi, la première question est réglée. On admet enfin, après cinq ans de malheurs, que ces tristes critères ne valaient pas grand-chose. Nous verrons comment le gouvernement Jospin joua magistralement de l'abandon d'office de la règle des 3,0 %. Mais il est bien tard, l'Europe est littéralement pourrie par le chômage. À quelque chose malheur est bon : c'en est fini pour un temps des politiques récessives, et l'expansion repart!

1. Pour un exposé synthétique de ses dogmes budgétaires et monétaires (pas de déficit, pas de prise en considération des problèmes d'un pays particulier, pas de dévaluation, et donc... ajustement par la flexibilité salariale), voir l'article de Horst SIEBERT (l'un des cinq «Sages» allemands), «Les trois conditions de l'euro», *Le Monde*, 29 janvier 1998.

2. En Allemagne même, la montée en puissance du social-démocrate Gerhard Schröder et ses nouvelles positions expriment une évolution significative, dans le bon sens. «L'euro, déclare-t-il au quotidien *Bild*, le 26 mars, n'amènera pas de paysage florissant, [mais c'est un fait acquis] sur lequel on ne pourra pas revenir. [Il faut donc établir rapidement au niveau européen] de nouvelles normes comparables en matière fiscale, sociale et écologique.» Si la puissance dominante devait adopter une telle orientation, de nouveaux espoirs seraient permis pour l'Europe.

Le coup d'arrêt d'Amsterdam

À Amsterdam pourtant, le gouvernement français semble reculer. Il accepte l'illisible et paralysant traité issu des nébuleux travaux de la conférence intergouvernementale, et surtout il accepte l'absurde «pacte de stabilité» proposé par le sommet de Dublin : le déficit public, pays par pays, est définitivement borné à 3 %. Nous en discuterons plus loin. En «échange», la France obtient le lancement de deux chantiers décisifs : celui du contrôle politique de la future Banque centrale européenne, et celui de l'Europe sociale.

Arrêtons-nous un instant. L'échec diplomatique de Lionel Jospin à Amsterdam était prévisible et il faut en comprendre le mécanisme, qui avait déjà joué contre François Mitterrand et Jacques Chirac. Ce passage express d'une politique de matamore dans l'opposition («Les Allemands devront comprendre...») à une quasi capitulation une fois arrivé aux responsabilités repose toujours sur la même erreur de perspective. Quand on passe du «champ politique» français au «champ politique européen», la politique change non seulement d'échelle, mais de topographie. Un gouvernement national a un rapport assez direct avec sa propre société. Il représente une coalition majoritaire, qu'il doit veiller à ne pas délitér tout en évitant la révolte des minorités. Ce n'est déjà pas facile. Au niveau européen, ces blocs instables que sont les nations sont représentés par des gouvernements qui ne peuvent s'influencer ou se concilier les uns les autres que par les armes de la diplomatie. À Bruxelles, chaque État ne pèse que pour une part qui n'est pas un «quinzième», mais un peu plus ou un peu moins selon son importance démographique, économique, voire militaire. Il n'y a plus de rapport direct entre les sociétés et le «gouvernement européen». Même s'il a toute son opinion derrière lui, un gouvernement national ne peut faire prévaloir ses choix, sinon par un chantage au départ. On s'aperçoit alors que «les Allemands» (ou les Hollandais, etc.) «ne veulent pas comprendre» et on en vient très

vite à «céder» (et continuer à parler) ou à faire défection. Et comme on ne veut plus partir, il faut céder... et parler¹.

La seule échappatoire serait la constitution d'une opinion publique européenne, avec ses partis, ses conflits, ses mobilisations... et son expression pondérée dans un Parlement européen souverain. On n'en est pas là. On y est d'autant moins que la sociale-démocratie européenne (contrairement aux Verts) n'agit pas comme une force politique coordonnée, que la sociale-démocratie française n'a pas de relais social et notamment syndical, que le PCF et la CGT sont isolés en Europe, que le syndicalisme non-communiste français ne pèse pas d'un grand poids dans la Confédération européenne des syndicats, et que le Parti socialiste, loin de se préoccuper de ces blocages, n'a pas de diplomatie active vis-à-vis des forces sociales des autres pays.

La suite montrera pourtant que, si l'Europe institutionnelle constitue un frein pour la transformation sociale nationale, l'Europe réelle ouvre la possibilité d'un «jeu de dominos» positif, une «contagion» entre mouvements sociaux nationaux. Dès l'énoncé du projet de loi pour les 35 heures par Lionel Jospin, le 10 octobre 1997, le gouvernement Prodi, en Italie, se saisit de l'occasion pour promettre à ses orageux alliés de Refondation communiste et aux syndicats un passage aux 35 heures... un an après la France! Et début 1998, les chômeurs allemands ont défilé en scandant en français les revendications de notre mouvement de Noël 1997.

Mais venons-en à nos deux chantiers.

Le «gouvernement monétaire»

Le premier chantier, la construction d'une autorité démocratiquement responsable contrôlant la Banque centrale, était et restera, pour les raisons qui viennent d'être dites, le plus difficile. Entre le Royaume-Uni, où la Banque centrale est à la botte de l'exécutif, et l'Allemagne, exemple d'une indépendance intransigeante, le fossé culturel semble infran-

1. Selon la célèbre formule du sociologue A. Hirshman : «Voice, exit and loyalty».

chissable. À l'heure où j'écris ces lignes, on en est encore à un vague projet innommable, «l'euro-X», de coordination entre l'ECOFIN (conseil des ministres éco-financiers) et le directoire de la future Banque centrale. La solution ne pourra venir que d'une imagination instituante prenant en compte les diverses traditions culturelles. Ainsi, il n'est pas vrai que la Bundesbank soit totalement indépendante de la «communauté socio-économique» allemande. Elle dépend des banques régionales, et celles-ci sont profondément enracinées dans le tissu des banques, entreprises et syndicats locaux. Ce consensus tend certes à s'affaiblir, comme tout le «consensus allemand», et la Bundesbank en profite pour jouer son propre jeu, rendant davantage de comptes à la communauté financière internationale qu'aux banques des Länder. Mais cela ne va pas sans tirage dans la société allemande, et c'est là dessus qu'il faut jouer¹.

Cela prendra du temps. La solution sera sans doute proche du système fédéral américain (ce qui serait assez logique) : une double dépendance de la Banque centrale européenne vis-à-vis des Banques nationales et du Parlement européen. Aux États-Unis, la Banque fédérale écoute ses correspondants locaux, elle rend compte régulièrement devant le Congrès, son gouverneur est nommé par le président avec l'accord du Congrès. À part ça, elle est «indépendante», mais elle sait qu'elle doit rendre des comptes sur les effets économiques et sociaux de sa politique monétaire. Alan Greenspan, le très remarquable artisan de l'impeccable politique monétaire expansionniste des États-Unis, qui succéda au début des années quatre-vingt au désastreux Volker, est sans doute le banquier le plus intelligent, et le plus keynésien, depuis Keynes. Mais à sa place, un Trichet ou un Tietmeyer auraient connu le sort de Volker. Notons en passant que, même si le pouvoir politique a le contrôle total de la Banque centrale, un gouverneur comme Greenspan ne se rencontre pas sous les sabots d'un cheval.

1. Voir la très violente attaque d'Helmut Schmidt contre «l'idéologie monomaniaque déflationniste» qui risque de «[nous] précipiter dans le malheur d'un chômage massif avec les conséquences politiques affreuses que l'on connaît» («Vous exagérez, Monsieur Tietmeyer», *Le Monde*, 9 novembre 1996).

Mais venons-en à l'Europe sociale, notre second chantier, et au fameux «sommet de Luxembourg» concédé à la France plurielle.

Luxembourg, début de l'Europe sociale?

Le sommet social de Luxembourg, en octobre 1997, marque un point de départ dans l'édification d'une Europe sociale. Mais il est loin de compenser les décisions du sommet d'Amsterdam, et notamment l'avalisation du «pacte de stabilité» dont il était censé être la contrepartie.

Les décisions de Luxembourg consistent essentiellement à renforcer continûment la qualification des travailleurs européens et à encourager l'initiative des petits entrepreneurs, moyennant quelques fonds de la Banque européenne de développement. C'est incontestablement utile. Les syndicats sont invités à participer à la mise en œuvre de cette politique : mais ce qui leur sera concédé sera-t-il à la hauteur de leur importante mobilisation à l'occasion du sommet? Enfin, les politiques de temps partiel devront être contrôlées par un objectif d'égalité des chances entre hommes et femmes. N'aurait-il pas mieux valu amorcer une réduction coordonnée de la durée du travail pour toutes et tous?

En fait, cette «politique de l'offre de travail qualifié», positive, n'a guère besoin d'encouragements européens. Ce qui manque à l'Europe, c'est avant tout une *coordination* des politiques macroéconomiques favorisant un développement soutenable, en interdisant le dumping social, le dumping environnemental, le dumping fiscal, tout en adoptant un taux de change et un taux d'intérêt favorables¹. On ne trouve rien de cela dans les résultats de Luxembourg. Au contraire, cette même semaine, les ministres européens des Finances réunis à Bruxelles renonçaient (provisoirement?) à mettre en place un vrai «conseil de l'euro», tandis qu'ils abandonnaient à la Banque centrale indépendante le peu de pouvoir monétaire que leur reconnaissait le Traité de Maastricht : le choix

1. Voir le chapitre 11.

du taux de change. Comment alors lutter pour l'emploi quand l'ensemble de l'Asie voit chuter son taux de change? Comment financer la gigantesque reconversion de son système énergétique que l'Europe allait proposer à la conférence de Kyoto, si la politique du crédit échappe au pouvoir politique?

Finalement, à l'actif du sommet de Luxembourg, ne resteront que deux choses : son institution d'abord, puisqu'un «sommet social» doit se réunir chaque année. La question sociale est portée au sommet de l'édifice européen, au lieu de n'être, comme depuis vingt ans, qu'un sous-produit espéré et toujours démenti d'une politique de la compétitivité. Ensuite, ses ambitions chiffrées (il est vrai à peine esquissées), qui viennent en quelque sorte narguer les critères des gens sérieux : les financiers.

Quant au futur de ces sommets, il dépendra d'une chose et d'une seule : la constitution d'un mouvement social européen.

Le keynésianisme discret du gouvernement Jospin

C'est dans cet horizon tout de même provisoirement dégagé que le gouvernement Jospin met en œuvre sa propre politique budgétaire et sociale. Sa logique est assez composite. Le PCF s'en tient à la logique keynésienne du fordisme d'avant 1983. Pour relancer l'emploi, il faut relancer la production, et pour cela relancer la consommation, donc les salaires. Selon une affiche cégétiste des années soixante-dix, «pour vider les ANPE, il faut remplir les caddies». Les Verts occupent l'autre angle : pour réduire la misère, il faut réduire le chômage, par le partage du travail. Même si certains salaires baissent, le revenu des ménages augmentera, et d'abord celui des «Fantines» et des «Petits Poucets» évoqués au chapitre 3. Bref, «pour remplir les caddies, il faut vider les ANPE». Quant au PS, il occupe tout l'arc entre ces extrêmes, mais en fait l'entourage de Lionel Jospin perçoit la baisse du temps de travail elle-même, à salaires constants, surtout comme une manière d'augmenter le salaire horaire,

et donc la demande populaire et la croissance : bref, en annexe d'une politique keynésienne¹.

En 1981, pour «vider les ANPE en remplissant les caddies», la gauche s'était cassé les dents sur la contrainte extérieure. Le gouvernement Jospin dispose d'un édreton protecteur constitué par les confortables excédents de la balance commerciale. Quant à la rentabilité des entreprises, tombée à presque rien en 1982, elle dépasse aujourd'hui celle d'avant la crise, et se situe — on l'oublie trop souvent — au-dessus de la moyenne européenne et de celle de l'Allemagne, pour l'industrie comme pour le tertiaire, pour les petites entreprises comme pour les grandes. La raison en est bien sûr l'écrasement des salaires et, finalement, la chute des taux d'intérêt². Le «coup de pouce» au SMIC de juillet 1997 fut pourtant discret, à la colère de la CGT. Sans doute Lionel Jospin cherchait-il à amortir à l'avance le choc des 35 heures, en ne cédant pas trop sur le SMIC horaire. Pourtant, quelque chose a bougé. La réduction du déficit budgétaire n'est plus un dogme auquel tout sacrifier. Et surtout, une redistribution commence à s'opérer au détriment des profits financiers, au bénéfice des salaires.

De nouveau tous keynésiens

C'est que l'atmosphère a changé. Cinq ans de monétarisme obtus et de budgétarisme étroit, condensés dans les désastreux critères de Maastricht, ont assommé l'Europe, la coupant des *booms* économiques de l'Asie et des Amériques. La lassitude gagne les plus chauds partisans des monnaies

1. Significatif est le livre de Pierre Moscovici : *L'Urgence. Plaidoyer pour une autre politique* (Plon, Paris), qui sort en janvier 1997. Sur 210 pages, 4 (quatre!) sont consacrées à «la réduction du temps de travail et le temps choisi», après un long exposé de keynésianisme classique. Au passage, il égratigne (p. 49) «les Verts [qui], il y a peu, ont renoué, tel Alain Lipietz, avec les analyses des années soixante sur la croissance zéro». Il y a quelque chose de pathétique de voir un économiste de cette qualité et de ce rang dans le Parti socialiste ignorer ainsi totalement les écrits de ses propres alliés et les accords que son parti est en train de signer.

2. Voir le rapport de P. Arthus et D. Cohen, «Le partage de la valeur ajoutée : faits et problématique», *Conseil d'analyse économique*, n° 3, La Documentation française, Paris, 1998, et le rapport général de Didier MAGAUD, *Projet de loi de finances pour 1998*, Assemblée nationale, n° 305, 1997.

fortes et des politiques restrictives. Même la Bundesbank pratique enfin une baisse tardive des taux d'intérêt. Les pays qui avaient eu la sagesse de dévaluer en 1992-1993 (Royaume-Uni, Italie, Espagne) abandonnant leur parité de combat, la France retrouve, avec un taux de change raisonnable, une compétitivité exceptionnelle qui se traduit par une croissance industrielle remarquable : 8,4 % de croissance industrielle, de décembre 1996 à décembre 1997¹. Un taux digne de la Corée des bonnes années. Et cela en portant l'excédent commercial à 173 milliards de francs.

Bref, il y a de la marge, et la presse redécouvre les effets positifs des dévaluations, tout en s'inquiétant de la faiblesse de la demande intérieure. Ce retour du keynésianisme dans les têtes est théorisé par des économistes influents auprès de Lionel Jospin (Pierre-Alain Muet, Jean-Paul Fitoussi) et par de jeunes critiques de la pensée unique. La bonne vieille pensée unique «fordiste» d'avant 1983 relève la tête : «Seule la croissance créera des emplois», et la croissance dépend du taux d'intérêt (qui favorise l'investissement), du taux de change (qui favorise l'exportation) et de... eh bien de la demande des ménages salariés et de la dépense gouvernementale².

Observons d'abord ce «keynésianisme discret» dans le domaine budgétaire. On se souvient qu'Alain Juppé, affolé par les déficits accumulés, jamais réduits, et pronostiqués à 3,5 % pour 1997, avait cassé toute reprise pour tenir dans le critère des «3 % de déficit avant le 31 décembre 1997». Remarquable fut l'habileté avec laquelle Dominique Strauss-Kahn s'assit tranquillement sur cette contrainte maastrichtienne, sans déclencher la moindre protestation de nos partenaires, en proclamant qu'on reviendrait au-dessous des 3 %... à la fin de 1998. Laisant la bride sur le cou de la croissance en 1997, il permettait une décrue spontanée du déficit. Et le miracle keynésien se produisit : la croissance fut si forte que la France revint tranquillement dans les limites de 3 %, dès 1997.

La volonté de revenir quand même vers l'équilibre reste pourtant critiquée à gauche. À tort, à mon avis. Un pays comme la France, sans grand retard d'investissement public à rattraper, n'a aucune raison de reporter en permanence ses dépenses d'une année vers les générations futures. Surtout quand la croissance est faible et les taux d'intérêts réels supérieurs à 3 % : ce qui n'est pas payé aujourd'hui coûtera relativement plus cher demain. La norme doit donc être l'équilibre budgétaire. Le déficit est une arme contracyclique, à utiliser en cas de récession comme l'avait fait Bérégovoy. Pour tenir cette arme disponible, il faut revenir à l'équilibre dès que l'économie est spontanément en expansion... ce qu'avaient oublié Rocard et Balladur, et ce que fait Strauss-Kahn. Quant à stipuler, comme le pacte de stabilité de Dublin, que le déficit doit osciller entre 0 et 3 %, quelles que soient la conjoncture et la taille du pays, c'est encore une de ces règles idiotes dont il faudra un jour se débarasser. À la prochaine récession, par exemple.

Reste le revenu des ménages populaires, ces ménages qui «dépendent tout ce qu'ils gagnent», à la différence des rentiers et hauts salaires, que les gouvernements précédents suppliaient de bien vouloir cesser d'épargner¹.

Deux pas en avant vers la justice sociale

Réservant à l'an 2000 le grand choc sur le partage direct salaires-profits que constituera le passage aux 35 heures, le gouvernement amorce immédiatement un transfert fiscal de revenus vers les bas salaires, qui marque à la fois un nouveau coup de pouce en faveur de la consommation et un progrès dans la justice sociale. Dès l'été 1997, l'impôt sur le bénéfice des grosses entreprises est relevé, ponctionnant 22 milliards sur les profits. Le budget 1998 et la loi de financement de la Sécurité sociale engagent deux réformes profondes, qui figuraient dans l'accord Verts-PS de janvier 1997 : celle du financement de la caisse-maladie et celle des allocations familiales. Accessoirement, on rogne sur les avan-

1. Ce qui nous amène à 5,6 % au dessus... de 1990. Bravo pour l'Acte unique et le Traité de Maastricht.

2. Voir mon livre *L'Audace ou l'Enlèvement*, op. cit.

1. Voir le chapitre 1.

tages accordés aux ménages aisés qui embauchent du personnel de maison.

Sur le volet «financement», il s'agit de faire contribuer tous les revenus, et pas seulement le travail, aux cotisations-maladies. Cela s'appelle la «CSG», et cela permet évidemment de réduire les taux pour les salariés. Dès 1998, les revenus financiers, sauf les «livrets populaires», seront taxés au taux de 10 % au titre de la Sécurité sociale (soit 30 milliards de francs ponctionnés au profit d'une baisse du prélèvement sur les salaires). Il en résultera une hausse supplémentaire de 1,1 % du pouvoir d'achat des salariés. En outre, un (petit) prélèvement fiscal est amorcé sur l'assurance-vie, et quelques niches fiscales sont rognées.

Pouvait-on faire mieux? L'impôt sur le revenu eût été préférable, et l'accord Verts-PS stipulait qu'au moins la CSG, hélas laissée déductible avec les effets pervers analysés au chapitre 11, serait «rendue progressive par un abattement à la base». Le PS l'a «oublié», sans doute pour ne pas trop charger la barque des classes moyennes-supérieures.

L'autre grande réforme est justement le plafonnement des allocations familiales (et accessoirement de l'aide à la garde d'enfants à domicile), à un niveau excédant largement le revenu moyen des familles de cadres supérieurs avec deux enfants lorsque mari et femme travaillent (32 000 francs nets par mois), ces économies étant partiellement compensées par une très forte augmentation de la «prime de cartable».

Cette idée que «les riches n'ont pas vraiment besoin des allocations» fut attaquée avec une rare violence par la droite et par une certaine gauche. Pour la droite, il est normal que les plus riches reçoivent plus, car leurs enfants coûtent plus cher à élever. Combiné avec le quotient familial qui diminue leurs impôts, le système actuel revient en effet à subventionner beaucoup plus les enfants des riches que ceux des pauvres.

Pour certains «marxistes», le plafonnement romprait avec le principe *d'égalité* (traiter tout le monde pareillement), lui substituant le principe *d'équité* (traiter chacun en fonction de ses possibilités et de ses besoins : bref, l'assis-

tance!). Oublieraient-ils Marx, sa *Critique du programme de Gotha* et du «droit bourgeois qui traite également des réalités inégales»? Historiquement, les allocations familiales furent créées pour permettre aux moins nantis d'élever dignement leurs enfants et pour «compenser» l'interdiction du travail des enfants. Mieux vaudrait sans doute supprimer le quotient familial, reverser les recettes budgétaires ainsi dégagées à la Caisse d'allocations familiales, et verser la même allocation à chaque enfant. Ce serait à la fois «égal» et «équitable», et c'est ce que propose le Collectif national pour les droits des femmes. Mais attention : cela fera hurler même les cadres moyens! On oublie trop souvent en effet le poids des «demi-parts de quotient familial enfant» dans les transferts vers les familles. L'économie d'impôts est dix fois plus élevée (15 600 francs par enfant) pour une famille disposant d'un revenu imposable de 500 000 francs par an que pour un ménage disposant de 100 000 francs (1 640 francs par enfant), et bien sûr infiniment plus élevé que pour la moitié des ménages à revenus modestes qui ne paient pas d'impôt. Au niveau de 200 000 francs de revenu annuel imposable (soit un couple gagnant chacun 10 000 francs par mois), l'avantage est encore de 6 000 francs par an et par enfant, soit 500 francs par mois¹. Il faudra sérieusement augmenter les allocations pour faire passer la pilule.

Le keynésianisme discrètement redistributif du gouvernement Jospin suscite déjà bien des criaileries. Il est pourtant loin de ce qui serait nécessaire. Signe du risque qu'il y aurait à confier à la seule redistribution fiscale le soin de resserrer une hiérarchie des revenus devenue démentielle avec le libéral-productivisme...

C'est pourquoi il y a beaucoup plus à attendre des véritables réformes des rapports sociaux auxquels s'attaque dès l'été 1997 la ministre Martine Aubry, avec le soutien unanime de la «majorité plurielle» : les emplois-jeunes et le partage du travail.

1. Chiffres aimablement communiqués par Jacqueline Guillotin de la CGT-Impôts et de la commission «Politique familiale» du Collectif national pour les droits des femmes.